

# PLAN GÉNÉRAL SIMPLIFIÉ DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE 3<sup>EME</sup> CATEGORIE AVEC RISQUES PARTICULIERS COORDINATION SPS  
NIV 3 <

## PGC SIMPLIFIE

### TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA TERRASSE DE

Grand Rue

84110 VAISON LA ROMAINE



DEKRA Industrial  
DOMAINE DE LA VALLEE VERTE  
Rue de la Vallée Verte  
13367 MARSEILLE CEDEX 11

Tél. 04.72.78.44.58

**Affaire n° : 54319503**

#### Coordonnateurs SPS

Conception : FLORENCE HIRSCHENHAHN  
Réalisation : FLORENCE HIRSCHENHAHN

#### Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
26/08/2025	A	Version initiale

*Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993, ses décrets d'application et l'arrêté du 25 février 2003 fixant la liste des travaux à risques particuliers*

## Sommaire

<b>Préambule.....</b>	<b>5</b>
<b>Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier .....</b>	<b>6</b>
Présentation du projet .....	6
• Description succincte du projet.....	6
• Situation géographique .....	6
• Description synthétique de l'environnement .....	6
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	7
Intervenants concernés par l'opération .....	7
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ... ..	7
• Organismes institutionnels de la prévention .....	7
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage .....	7
<b>Lot(s) concerné(s) par des travaux à risques particuliers.....</b>	<b>9</b>
<b>Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS .....</b>	<b>10</b>
Description de l'environnement et des servitudes.....	10
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins .....	10
• Par rapport aux piétons .....	10
• Par rapport aux établissements en activité .....	10
• Par rapport aux interdictions de survol .....	10
• Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien) .....	10
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier .....	10
• Par rapport au terrain (la terre, l'eau...).....	10
• Par rapport à la nature du sol.....	10
Description de l'ouvrage à bâtir.....	10
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	10
• Amiante.....	10
• Plomb.....	10
• Transformateurs.....	10
• Eléments radioactifs.....	10
• Installations aéroréfrigérées .....	11
• Matériaux contaminés .....	11
• Diagnostic avant démolition.....	11
Accès au chantier .....	11
• Véhicules et personnel .....	11
• Points particuliers.....	11
• Fléchage - Signalétique d'accès.....	11
• Affichage.....	11
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	11
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	11
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier .....	11
• Infrastructures de chantier.....	11



• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges .....	12
• Protections collectives.....	12
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux .....	12
Installations de chantier.....	12
• Plan d'installation de chantier.....	12
• Recherche des zones d'installation du cantonnement .....	12
• Clôtures .....	12
• Stockage des Terres .....	12
• Affectation des installations de chantier.....	12
• Dimensionnement du cantonnement .....	12
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel .....	13
• Secours.....	13
• Nettoyage et entretien du cantonnement.....	13
Autorisations administratives et démarches diverses .....	13

## **Mesures propres à prévenir les travaux à risques particuliers découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier ..... 14**

1°a - Travaux présentant des risques de chute de hauteur .....	14
1°b - Travaux présentant des risques d'ensevelissement ou d'enlèvement .....	15
2° - Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques .....	15
3° - Travaux de confinement ou de retrait de l'amiante friable .....	15
4° - Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée .....	17
5° - Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la TBT et travaux à proximité de lignes électriques .....	17
6° - Travaux exposant à des risques de noyade.....	18
7° - Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre .....	18
8° - Travaux en plongée appareillée .....	18
9° - Travaux en milieu hyperbare .....	18
10° - Travaux de démolition, ... volume initial hors oeuvre > à 200 m3 .....	18
11° - Travaux comportant l'usage d'explosifs .....	18
12° - Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds .....	18
13° - Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité > à 60 t x m .....	18

## **Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ..... 19**

Respect des contraintes du site .....	19
• Horaires de chantier imposés.....	19
• Horaires et contraintes de livraisons.....	19
Site en exploitation .....	19
• Risque incendie.....	19
• Evacuation des personnes en cas d'incendie .....	19
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus .....	19

## **Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant ..... 20**

Nettoyage du chantier .....	20
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	20
Démarche environnementale, tri des déchets.....	20
• Objectifs .....	20



## **Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....21**

Organisation des secours.....	21
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) .....	21
Infirmierie.....	21
Dispositions en cas de travail isolé .....	21
Risque incendie .....	22

## **Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants 23**

Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	23
• Les principales obligations de l'entrepreneur désigné par le maître de l'ouvrage .....	23
• Etablissement obligatoire d'un PPSPS simplifié .....	23
• Délais et règle de diffusion du PPSPS simplifié.....	23
Visite d'inspection commune.....	24
Sous-traitant .....	24
Travailleurs Indépendants .....	24
Travail dissimulé.....	24
Prêt de main d'oeuvre .....	24
Recensement des accidents du travail .....	25

## **Annexe(s).....26**

• - Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage .....	26
• - .....	26
• - .....	26
• - .....	26
• - .....	26



## Préambule

*Le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est un document qui doit prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de travaux présentant des risques particuliers avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.*

*Le PGC simplifié est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.*

*A partir du PGC simplifié, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé (PPSPS simplifié).*

*Le PGC simplifié est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.*

*Un exemplaire du PGC simplifié à jour est tenu sur le chantier à disposition :*

- des médecins du travail ;*
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;*
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTB.*

*Le PGC simplifié est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.*

### **Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage**

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé (PPSPS simplifié), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).





# Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier

## PRESENTATION DU PROJET

Le présent Plan Général de Coordination Simplifié est établi sur la base des documents fournis dans le dossier du dépôt de permis de construire et du règlement de la consultation. A réception de l'ensemble des éléments du DCE (CCTP, diagnostics, etc.), des modifications substantielles pourront être apportées.

### Description succincte du projet

#### - L'aménagement ;

Le projet concerne la création d'un hôpital de jour au rez-de-chaussée du bâtiment Sud, le long de la Montée de Bel-Air. Cet espace sera construit sous un préau existant. De plus, sur ce même niveau, deux chambres et un bureau seront réaménagés. Le reste des circulations, des locaux et des chambres demeureront inchangés.

#### - L'organisation, la composition, le volume des constructions nouvelles ;

Au rez de chaussée du bâtiment Sud, une extension sera créée sur la terrasse existante. Cette terrasse existante en partie couverte accueillera l'hôpital de jour. Cette construction sera de forme simple, d'un unique niveau et reprendra le style du bâtiment existant. Elle sera recouverte d'une toiture terrasse non accessible. Elle possèdera des ouvertures visibles depuis l'espace public sur les façades Est, Ouest et Sud. La façade principale au Sud sera percée par deux grandes baies vitrées accompagnées de volets coulissants en bois. A l'intérieur du bâtiment existant, une chambre à un lit sera redimensionnée et accueillera un second lit. De l'autre côté du pation existant, une chambre a deux lits sera divisée en un bureau et une chambre d'un lit. Les circulations ne seront pas modifiées et aucun volume ne sera ajouté.

### Situation géographique



### Description synthétique de l'environnement

Les travaux se situent en milieu urbain, dans un hôpital en activité.



## Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux se dérouleront dans un délai global de 4 mois avec une période de préparation de 1 mois comprise dans ce délai.

Le début prévisionnel des travaux est fixé au 01/11/2025.

## INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

### Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
<b>Maître d'ouvrage</b>		
C H VAISON LA ROMAINE Grand Rue 84110 VAISON LA ROMAINE	MME Béatrice POINT	+33 4 90 36 57 73 +33 4 90 36 29 48 b.point@ch-vaizon.fr
<b>Maître d'oeuvre</b>		
OPUS ARCHITECTURE 20 Cours Henri Fabre 84110 VAISON LA ROMAINE	Pierre ISSANJOU	06 18 42 48 52 04 90 28 73 10 opus.archi@orange.fr
<b>Coordonnateur SPS</b>		
DEKRA Industrial ACT CSPS PROVENCE ALPES DOMAINE DE LA VALLEE VERTE Rue de la Vallée Verte 13367 MARSEILLE CEDEX 11	Titulaire : C : FLORENCE HIRSCHENHAHN R : FLORENCE HIRSCHENHAHN Suppléant : C : R :	04.72.78.44.58 florence.hirschenhahn@dekra.com

## Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
<b>DDETS Unité Départementale 84</b>		
Unité de Contrôle Nord - 84-01 6, rue Jean Althen BP 331 84022 AVIGNON CEDEX 1	Section 84-01-07	04 90 14 75 95 04 90 14 75 34 paca-ut84.uc1@direccte.gouv.fr
<b>OPPBTP PACA - Comité régional</b>		
10 Place de la Joliette ATRIUM 10.6 13002 MARSEILLE	OPPBTP - Comité régional	04 91 71 48 48 04 91 22 66 64 marseille@oppbtp.fr
<b>CARSAT Sud Est AVIGNON</b>		
147 / 149, avenue de Tarascon Le Saint-Ruf I 84000 AVIGNON	M. Laurent ABATE	06 28 45 46 36 - laurent.abate@carsat-sudest.fr

## Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage



Voir en annexe 1 du présent PGC simplifié la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.





## Lot(s) concerné(s) par des travaux à risques particuliers

Lot(s) concerné(s) par des travaux à RP	Réf.	Travaux comportant des risques particuliers conformément à l'arrêté du 25 février 2003	Lot(s) intervenant en co-activité avec un lot avec RP
---	------	--	---

Lot n° 01 / 02 / 10	1°a	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres (1), au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;	Lot n° 01 / 02 / 10
Sans objet	1°b	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques d'ensevelissement ou d'enlèvement.	Sans objet
Sans objet	2°	Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R. 4624-19, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R. 4411-44 et R. 4426-7	Sans objet
Sans objet	3°	Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996 (2).	Sans objet
Sans objet	4°	Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret 28 avril 1975 susvisé.	Sans objet
néant	5°	Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées.	Sans objet
néant	6°	Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade.	Sans objet
néant	7°	Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre	Sans objet
néant	8°	Travaux en plongée appareillée	Sans objet
néant	9°	Travaux en milieu hyperbare	Sans objet
néant	10°	Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes	Sans objet
néant	11°	Travaux comportant l'usage d'explosifs	Sans objet
néant	12°	Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 (3) du décret du 8 janvier 1965 susvisé	Sans objet
néant	13°	Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t x m, tels que grues mobiles ou grues à tour	Sans objet

(1) l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, a été abrogé par le décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004, l'article 4253-58 du code du travail ne fait pas référence au risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres pour prescrire la mise en œuvre de protections collectives. Dans l'évaluation du risque, le critère de hauteur n'est pas seul pertinent, une chute de hauteur inférieure pouvant en fonction des conditions d'environnement avoir des conséquences plus importantes.

(2) le décret du 7 février 1996 a été abrogé, par le décret du 30 juin 2006. Le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 a supprimé la notion de matériaux « friables » et « non friables ».

(3) le décret du 8 janvier 1965 a été abrogé, l'article 170 a été re-codifié à l'article R. 4534-103 du code du travail.



# Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

## DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

### **Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins**

Le terrain est bordé par la rue d'un côté et l'établissement en activité.

### **Par rapport aux piétons**

Sans objet

### **Par rapport aux établissements en activité**

Les circulations existantes ne seront pas modifiées. Aucun matériau ou matériel ne sera stocké dans ces voies de circulation.

### **Par rapport aux interdictions de survol**

Interdiction absolue de survol par tout type d'appareil de levage de ligne SNCF, électrique ou établissement d'enseignement.

### **Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)**

Il n'est pas prévu de déviation de circulation pouvant entraîner une modification des circuits de transports en commun.

### **Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier**

Les réseaux à conserver ou à dévier seront précisés en fonction des DICT.

### **Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)**

Le démarrage des travaux ne pourra s'effectuer qu'après le nettoyage du terrain, et mise en place des clôtures de chantier en limite de propriété.

### **Par rapport à la nature du sol**

Il y a lieu de consulter le rapport géotechnique afin de vérifier la nature du sol et la présence éventuelle d'eau.

## DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR

Le projet concerne la création d'un hôpital de jour au rez-de-chaussée du bâtiment Sud, le long de la Montée de Bel-Air. Cet espace sera construit sous un préau existant. De plus, sur ce même niveau, deux chambres et un bureau seront réaménagés. Le reste des circulations, des locaux et des chambres demeureront inchangées.

## PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

### **Amiante**

- Sans objet
- A la rédaction du présent PGC simplifié, les dossiers techniques amiante n'ont pas été remis au CSPS.

### **Plomb**

- Sans objet
- A la rédaction du présent PGC simplifié, les dossiers techniques plomb n'ont pas été remis au CSPS.

### **Transformateurs**

Sans objet

### **Éléments radioactifs**

Sans objet



## **Installations aéroréfrigérées**

- Sans objet
- Il n'a pas fait état par le maître de l'ouvrage de présence d'installations aéroréfrigérées sur le site des travaux.

## **Matériaux contaminés**

Sans objet

## **Diagnostic avant démolition**

- Sans objet
- Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, un diagnostic sur la gestion des déchets issus de la démolition est à établir par le maître de l'ouvrage avec l'évaluation des filières de recyclage, conformément au décret n° 2011-610 du 31 mai 2011.

## **ACCES AU CHANTIER**

### **Véhicules et personnel**

L'accès au chantier se fera par l'impasse Bel Air

L'ensemble des véhicules empruntera cet accès.

### **Points particuliers**

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises devra se faire sur la voie publique aux abords du chantier.

### **Fléchage - Signalétique d'accès**

L'accès au chantier se faisant par l'impasse Bel Air, l'itinéraire d'accès devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible de détériorer les voiries existantes.

Une signalisation d'accès au chantier sera mise en place, chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

### **Affichage**

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique.

### **Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier**

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisées à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

### **Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)**

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

## **UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER**

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

### **Infrastructures de chantier**

Le titulaire du lot ..... aura à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier).



## **Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges**

Le titulaire du lot 01 Maçonnerie Couverture devra mettre en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier dont l'espace sera limité, manutention, circulation, échafaudages, ascenseurs, levage, gestion des déchets...).

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), sera appliquée.

## **Protections collectives**

Le titulaire du lot 01 Maçonnerie Couverture aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier.

## **VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX**

Sans objet pour un projet de niveau 3.

## **INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

### **Plan d'installation de chantier**

Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise du lot principal, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.

### **Recherche des zones d'installation du cantonnement**

Le plan d'installation de chantier précisera :

- L'utilisation des locaux existants comme cantonnement de chantier (bureaux, magasins, vestiaires, réfectoires).
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.
- La position de la (ou des) grue(s) avec le rayon de giration de flèche.
- Descriptif du système anticollision si nécessaire.
- Aire d'assemblage de la charpente au sol s'il y a lieu.

### **Clôtures**

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture. Le chantier sera donc totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

La clôture et le portail existants délimitent la périphérie du chantier.

Une clôture complémentaire devra être installée pour rendre le chantier indépendant vis-à-vis d'éventuels projets à venir.

L'entreprise réalisant la clôture aura à sa charge le portail avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou le déplacement éventuel dans le cadre de modification de l'emprise de la zone des travaux.

Elle assurera chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier.

### **Stockage des Terres**

Une partie des terres des différents terrassements sera stockée sur une zone définie sur le plan d'installation de chantier pour une réutilisation sur le site.

Les excédents de terres seront évacués à la décharge.

### **Affectation des installations de chantier**

Les installations de chantier seront mises à disposition et entretenue dans une partie des locaux mis à disposition par le Maître d'ouvrage.:

### **Dimensionnement du cantonnement**

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.



## Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

## Secours

Poste de téléphone de 1er secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.

## Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien des locaux mis à disposition seront réalisés à la charge du Maître d'Ouvrage.

## AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique	Services techniques ville de Vaison La Romaine	Lot 01
Travaux à proximité des voies de chemin de fer	SNCF	Sans objet
Servitudes aériennes	Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)	Lot 01
Autorisation administrative diverse	Service local	Lot 01



# Mesures propres à prévenir les travaux à risques particuliers découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier

Conformément à l'article R. 4532-52 du code du travail, le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé doit prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

Les lots comportant des travaux à risques particuliers ont été recensés au chapitre « **Lot(s) concerné(s) par des travaux à risques particuliers** », lors de la phase conception. Si au cours des travaux, il s'avérait qu'une entreprise exécute des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste de l'arrêté du 25 février 2003, elle devra le signaler au coordonnateur SPS et notamment lors de la visite d'inspection commune.

## 1°A - TRAVAUX PRESENTANT DES RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR

Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres\*, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;

\* l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, a été abrogé par le décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004, l'article 4523-58 du code du travail ne fait pas référence au risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres pour prescrire la mise en œuvre de protections collectives.

Dans l'évaluation du risque, le critère de hauteur n'est pas seul pertinent, une chute de hauteur inférieure pouvant en fonction des conditions d'environnement avoir des conséquences plus importantes.

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux en hauteur de toute nature à l'intérieur des locaux : Interventions en faux-plafond ; Intervention en hauteur sur façade extérieure / Risque de chute de hauteur, de chute de matériel	Installation de sécurités collectives réglementaires sur les accès et les postes de travail en fonction de la hauteur d'intervention :  - Travaux de faible hauteur ; des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m ;  - Hauteur > de 2,50 m ; Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention.  En fonction du risque exporté la zone de travaux sera isolée par un balisage et une signalisation de sécurité.	Lot 01 / 02 / 06 07 / 08 / 09
Travaux en hauteur sur toitures / Risque de chute de hauteur, de chute de matériel, de chute à travers un matériau fragile	Les travaux sur toitures seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 85 à 94 du code du travail.  Préalablement à l'intervention en toiture il sera mis en place des protections collectives pour éviter toute chute de hauteur.  Les interventions sur une toiture en matériau de couverture fragile se feront à partir de plates-formes de travail prenant appui sur la structure.  Aucune intervention ne pourra s'effectuer lorsque les conditions climatiques sont défavorables rendant la surface de la toiture glissante.	Lot 01 / 02





## **1°B - TRAVAUX PRESENTANT DES RISQUES D'ENSEVELISSEMENT OU D'ENLISEMENT**

Sans objet.

## **2° - TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS A DES SUBSTANCES CHIMIQUES OU A DES AGENTS BIOLOGIQUES**

Sans objet.

## **3° - TRAVAUX DE CONFINEMENT OU DE RETRAIT DE L'AMIANTE FRIABLE**

Le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 ne faisant plus la distinction entre matériaux « friables » et « non friables ». Il a donc été pris en compte dans le présent PGC simplifié que toute action ou intervention sur tout matériau contenant de l'amiante, l'application stricte du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 sur les risques d'exposition à l'amiante.

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
<b>A la rédaction du présent PGC, les dossiers techniques amiante n'ont pas été transmis au CSPS.</b>		
Travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant  Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra certifiée et son personnel formé.  L'ensemble des travaux présentant un risque d'exposition à l'amiante devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co-activité.  L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.	Lot ...
Etablissement d'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (sous-section 3)	L'entreprise établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-133 à 138 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le type et les quantités d'amiante manipulés ;</li> <li>- Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ;</li> <li>- Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ;</li> <li>- Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;</li> <li>- La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ;</li> <li>- Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche ;</li> <li>- .../...</li> </ul> Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail et aux organismes de prévention, 1 mois avant le démarrage des travaux.	Lot ...
Etablissement d'un mode opératoire (sous-section 4)	L'entreprise établit un mode opératoire dans le cadre des dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante conformément aux articles R. 4412-145 à 148 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012,	Lot ...



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
	<p>en précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La nature de l'intervention ;</li> <li>- Les matériaux concernés ;</li> <li>- La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ;</li> <li>- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;</li> <li>- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ;</li> <li>- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;</li> <li>- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;</li> <li>- Les procédures de gestion des déchets ;</li> <li>- Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119.</li> </ul> <p>Le mode opératoire est transmis avant sa 1<sup>ère</sup> mise en œuvre, à l'inspection du travail, à la CARSAT et, le cas échéant à l'OPPBT. Une nouvelle transmission est effectuée lors de tout changement important des méthodes de travail mises en œuvre et des équipements de protection utilisés.</p>	
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par l'entreprise de désamiantage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage (sous-section 3) dans le cadre de la protection des travailleurs et de leur environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Pendant les travaux de désamiantage,</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ;</li> <li>• mesures dans l'environnement (en ambiance) "1° Dans la zone d'approche de la zone de travail ; 2° Dans la zone de récupération ; 3° En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux ; 4° A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ; 5° En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur." selon l'article R. 4412-128 du code du travail ;</li> </ul> </li> <li>- <b>Avant démantèlement de l'isolement,</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prélèvement d'air en zone : Mesure dite «de 1<sup>ère</sup> restitution» suivant article R. 4412-140 du code du travail (+ article 12 de l'arrêté du 08 avril 2013 / MPC).</li> </ul> </li> </ul>	Lot ...
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par le maître d'ouvrage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par le maître d'ouvrage, dans le cadre de son évaluation des risques et de son devoir d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Après intervention en sous-section 3, et avant prise de possession des lieux par les entreprises de Corps d'Etat Secondaires, mesure communément appelée «fin de chantier amiante»;</li> <li>• Avant restitution des lieux au public dans le cadre d'un ERP ou aux travailleurs dans le cadre d'un établissement lieu de travail (occupants habituels des locaux) : «Mesure dite de 2<sup>ème</sup> restitution» suivant article R. 1334-29-3 du code de la santé</li> </ul>	Maître d'Ouvrage



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
	publique / MPCA Listes A & B.	

#### **4° - TRAVAUX EXPOSANT A DES RADIATIONS IONISANTES EN ZONE CONTROLEE OU SURVEILLEE**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
<b>A la rédaction du présent PGC, les dossiers techniques plomb n'ont pas été transmis au CSPS.</b>		
Contrôle non destructifs sur les soudures des canalisations gaz par appareil de gammagraphie / Risque d'irradiations lors des manipulations de la source	<p>Les contrôles de soudures seront effectués sans aucune co-activité avec les autres entreprises intervenant sur le chantier. La zone d'intervention sera totalement neutralisée et balisée, elle comportera une signalisation de sécurité, avec panneaux d'interdiction d'accès.</p> <p>L'entreprise intervenante devra faire intervenir des personnes compétentes en radioprotection ayant suivi une formation. Le personnel devra être titulaire d'une attestation valable cinq ans délivrée par le formateur pour chaque module suivant programme de formation défini dans l'annexe de l'arrêté du 26 octobre 2005.</p> <p>Manipulation des appareils de radioscopie industrielle et de radiographie industrielle : l'utilisation, pour le compte d'une entreprise, d'un appareil de radiographie ne peut être confiée qu'à une personne titulaire du certificat d'aptitude à manipuler les appareils de radiographie ou radioscopie industrielle (Camari), défini par l'arrêté du 25 juin 1987.</p>	Lot ...

#### **5° - TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS AU CONTACT DE PIECES NUES SOUS TENSION SUPERIEURE A LA TBT ET TRAVAUX A PROXIMITE DE LIGNES ELECTRIQUES**

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux d'électricité de mise hors tension d'une zone de travaux / Risque d'électrisation	<p>Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques situées à l'intérieur des locaux seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 126 à 130 du code du travail.</p> <p>Mise hors tension des réseaux électriques avant les travaux de dépose par du personnel électricien habilité.</p> <p>Après mise hors tension du réseau l'entreprise établira une attestation de consignation du réseau de manière à ce que les entreprises interviennent sur la zone de travaux neutralisée.</p> <p>Port des EPI spécifiques aux travaux électriques.</p>	Lot 01 / 08
Travaux de branchement électrique / Risque d'électrisation	<p>Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques extérieures seront exécutés conformément aux articles R. 4534-107 à 125 du code du travail.</p> <p>Neutralisation des réseaux électriques avant les travaux de branchement par du personnel électricien habilité.</p> <p>Après le branchement exécuté, prévenir et signaler de la mise sous tension du réseau même s'il s'agit d'une mise sous tension partielle.</p> <p>Port des EPI spécifiques aux travaux électriques.</p>	Lot 08
Travaux de façades à proximité d'une ligne aérienne non protégée,	Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques extérieures seront exécutés	Lot 01



Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
travaux exécutés hors tension / Risque d'électrisation	conformément aux articles R. 4534-107 à 125 du code du travail.  Neutralisation des réseaux électriques avant les travaux de façades par du personnel électricien habilité.  Après neutralisation, prévenir et signaler de la mise sous tension du réseau.	

## **6° - TRAVAUX EXPOSANT A DES RISQUES DE NOYADE**

Sans objet.

## **7° - TRAVAUX DE PUITS, DE TERRASSEMENTS SOUTERRAINS, DE TUNNELS, DE REPRISE EN SOUS-ŒUVRE**

Sans objet.

## **8° - TRAVAUX EN PLONGEE APPAREILLEE**

Sans objet.

## **9° - TRAVAUX EN MILIEU HYPERBARE**

Sans objet.

## **10° - TRAVAUX DE DEMOLITION, ... VOLUME INITIAL HORS ŒUVRE > A 200 M3**

Sans objet.

## **11° - TRAVAUX COMPORTANT L'USAGE D'EXPLOSIFS**

Sans objet.

## **12° - TRAVAUX DE MONTAGE OU DE DEMONTAGE D'ELEMENTS PREFABRIQUES LOURDS**

Sans objet.

## **13° - TRAVAUX COMPORTANT LE RECOURS A DES APPAREILS DE LEVAGE D'UNE CAPACITE > A 60 T X M**

Sans objet.



# **Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier**

## **RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE**

Les travaux seront exécutés à proximité de lieux habités et fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

### **Horaires de chantier imposés**

Les horaires de déroulement de chantier imposés par le chef d'établissement en fonction du site en activité sont pour les jours ouvrés du lundi au vendredi, matin de 7h 30 à 12h 30 et après-midi de 13h 30 à 18h 00.

### **Horaires et contraintes de livraisons**

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS simplifié de l'entreprise d'accueil.

## **SITE EN EXPLOITATION**

Pour des travaux de réhabilitation dans un établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

### **Risque incendie**

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

### **Evacuation des personnes en cas d'incendie**

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes...

## **EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS**

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

# Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

## NETTOYAGE DU CHANTIER

### Règles générales de nettoyage du chantier

- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement et les évacuer du site. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions devront être nettoyées au jet d'eau avant de sortir du chantier.

## DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

### Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

### Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets





# Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

## **ORGANISATION DES SECOURS**

L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

**Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112**

en donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER, à Hopital de Vaison N° 110 impasse Bel Air téléphone .....
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

## **SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)**

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

## **INFIRMERIE**

Une infirmerie est installée dès que l'effectif du personnel sur le chantier atteint 200 personnes.

1 infirmier est requis pour un effectif de 200 à 800 salariés, et 1 infirmier de plus par tranches de 600 salariés.

L'équipement de l'infirmerie est à déterminer en accord avec le médecin du travail.

## **DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE**

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;



- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

## **RISQUE INCENDIE**

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS simplifié), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

**Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.**

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.



# Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

## **ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE**

### **Les principales obligations de l'entrepreneur désigné par le maître de l'ouvrage**

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention (art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L.4531-2 et L. 4534-1) en phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves.
- Rédiger et tenir à jour les PPSPS simplifiés pour les entreprises exécutant des travaux présentant des risques particuliers, les transmettre aux organismes de prévention IT, CARSAT/CRAM et OPPBTP, au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage (art. L.4532-9, R. 45732-75 et 76).
- Respecter les obligations résultant du plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Art. L. 4531-1 à L. 4531-18).
- Viser le registre journal de la coordination SPS et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS (art. L. 4531-1 à L. 4531-18) ;
- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux (art. R. 4532-38).
- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS.

### **Etablissement obligatoire d'un PPSPS simplifié**

Les entreprises exécutant des travaux présentant des risques particuliers doivent rédiger un PPSPS simplifié avant toute intervention sur le chantier et dans la mesure avant d'avoir effectué la visite d'inspection commune, avec le coordonnateur SPS (article R. 4532-38 1° du code du travail). Toute modification induite par la visite d'inspection commune sera précisée sur le rapport d'intervention.

L'objectif du PPSPS simplifié étant d'évaluer les risques et d'écrire les consignes à observer ou à transmettre aux travailleurs appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de santé et de sécurité dans lesquelles vont être exécutés les travaux

### **Délais et règle de diffusion du PPSPS simplifié**

L'entrepreneur tenu de réaliser un PPSPS simplifié dispose d'un délai de 30 jours, article R.4532-56 du code du travail, pour établir son PPSPS simplifié.

La diffusion du PPSPS simplifié est la suivante :

⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au coordonnateur SPS :

DEKRA Industrial  
ACT CSPA PROVENCE ALPES  
DOMAINE DE LA VALLEE VERTE  
Rue de la Vallée Verte  
13367 MARSEILLE CEDEX 11

⇒ après avis 1 exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS ;

⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;

⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CHSCT ou les délégués du personnel.

⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT/CRAM et à l'OPPBTP, avec avis éventuel du médecin du travail, du CHSCT ou des délégués du personnel.



## **VISITE D'INSPECTION COMMUNE**

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit demander à procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

En application de l'article R. 4532-13 du code du travail, le coordonnateur SPS doit procéder à une visite d'inspection commune avec toutes les entreprises, quelles que soient leur rang, préalablement à l'élaboration de leurs PPSPS simplifié pour les travaux présentant des risques particuliers et leurs interventions sur le chantier pour les autres entreprises.

**L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.**

**Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.**

**Un imprimé modèle de demande de rendez-vous pour une VIC est joint en annexe au présent P.G.C.**

Au cours de cette visite d'inspection commune, sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- les consignes à observer et à transmettre,
- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune est consignée sur le registre journal de la coordination SPS.

## **SOUS-TRAITANT**

Avant toute intervention sur le chantier, le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS simplifié s'il est appelé à exécuter des travaux à risques particuliers.

L'entreprise titulaire du marché à l'obligation de remettre le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et protection de la santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.

Ce document pourra être son propre PPSPS simplifié.

A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS simplifié, il dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS simplifié.

## **TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS simplifié avant toute intervention sur le chantier (articles R. 4535-1 et 4535-2 du code du travail).

## **TRAVAIL DISSIMULE**

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

## **PRET DE MAIN D'OEUVRE**

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.



Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

## **RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL**

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

## Annexe(s)

(Liste à compléter selon besoins)

### - Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage

- ....
- ....
- ....
- ....



**ANNEXE 1**  
**LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES**  
**DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE**

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
<b>Lot 00 - Généralités</b>	T			
<b>Lot 01 - Maçonnerie - Couverture</b>	T			
<b>Lot 02 - Etanchéité</b>	T			
<b>Lot 03 - Cloisons - Isolation</b>	T			
<b>Lot 04 - Menuiseries intérieures bois</b>	T			
<b>Lot 05 - Menuiseries extérieures aluminium</b>	T			
<b>Lot 06 - Revêtements sols et murs</b>	T			
<b>Lot 07 - Peinture - Nettoyage</b>	T			
<b>Lot 08 - Electricité - Courants forts - Courants faibles - SSI</b>	T			
<b>Lot 09 - Plomberie - Chauffage - Ventilation - Climatisation</b>	T			



<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
<b>Lot 10 - Ossature bois</b>	T			

